

P.A.S.S.

PROGRAMME
ALTERNATIF
SUXXALI
SENEGAAL



Yoonu Ndaam Li



Malick Gakou

Election présidentielle 2024

**Programme alternatif
de développement économique et social
Suxxali Senegaal (P.A.S.S.)**



Mes chers compatriotes,



Le 25 février 2024, vous aurez à choisir le président de la République qui dirigera notre pays pour les cinq prochaines années. Ce choix est crucial pour l'avenir du Sénégal, qui fait face à de nombreux défis:

la relance économique après la crise sanitaire, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, la préservation de l'environnement et de nos ressources naturelles, le renforcement de notre souveraineté et de notre intégration régionale.

Face à ces enjeux, je vous propose ma vision d'un Sénégal nouveau, un Sénégal qui se réinvente, un Sénégal qui se rassemble, un Sénégal qui avance. Un Sénégal qui met au centre de ses priorités le bien-être de sa population, le développement de son potentiel humain, le respect de sa diversité culturelle et religieuse, la promotion de sa jeunesse et de ses femmes, l'innovation et la créativité.

Pour réaliser cette vision, je m'engage à mettre en œuvre un programme ambitieux et réaliste, fondé sur quatre piliers :

Le premier pilier est celui de la justice sociale. Je m'engage à réduire les écarts entre les riches et les pauvres, entre les villes et les campagnes, entre les hommes et les femmes. Je m'engage à garantir à tous les Sénégalais l'accès à des services publics de qualité : la santé, l'éducation, l'eau, l'électricité, le logement. Je m'engage à créer des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes. Je m'engage à protéger les plus vulnérables : les personnes âgées, les personnes handicapées, les enfants.

Le deuxième pilier est celui de la démocratie participative. Je m'engage à renforcer le dialogue avec les citoyens, les acteurs sociaux, les forces vives de la nation. Je m'engage à respecter la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la liberté d'expression, le pluralisme politique. Je m'engage à réformer le système électoral pour le rendre plus transparent, plus inclusif, plus représentatif. Je m'engage à instaurer une décentralisation effective qui donne plus d'autonomie et de responsabilité aux collectivités territoriales.

Le troisième pilier est celui du développement durable. Je m'engage à préserver notre environnement et nos ressources naturelles face aux menaces du changement climatique, de la pollution, de la surexploitation. Je m'engage à promouvoir une économie qui favorise les énergies renouvelables, l'agriculture, l'économie circulaire. Je m'engage à soutenir les initiatives locales qui valorisent notre patrimoine culturel et naturel.

Le quatrième pilier est celui de la coopération solidaire. Je m'engage à renforcer nos liens avec nos voisins africains, dans le cadre de la CEDEAO et de l'Union africaine. Je m'engage à défendre nos intérêts et nos valeurs sur la scène internationale, dans le respect du droit international et du multilatéralisme. Je m'engage à développer des partenariats gagnant-gagnant avec nos amis du Nord et du Sud, dans un esprit d'équité et de respect mutuel.

Mes chers compatriotes,

Je vous invite à me rejoindre dans ce projet pour le Sénégal nouveau. Ensemble, nous pouvons construire un pays plus juste, plus démocratique, plus durable, plus solidaire. Ensemble, nous pouvons faire du Sénégal une référence en Afrique et dans le monde.

Je compte sur vous.

Vive le Sénégal !

Malick Gakou

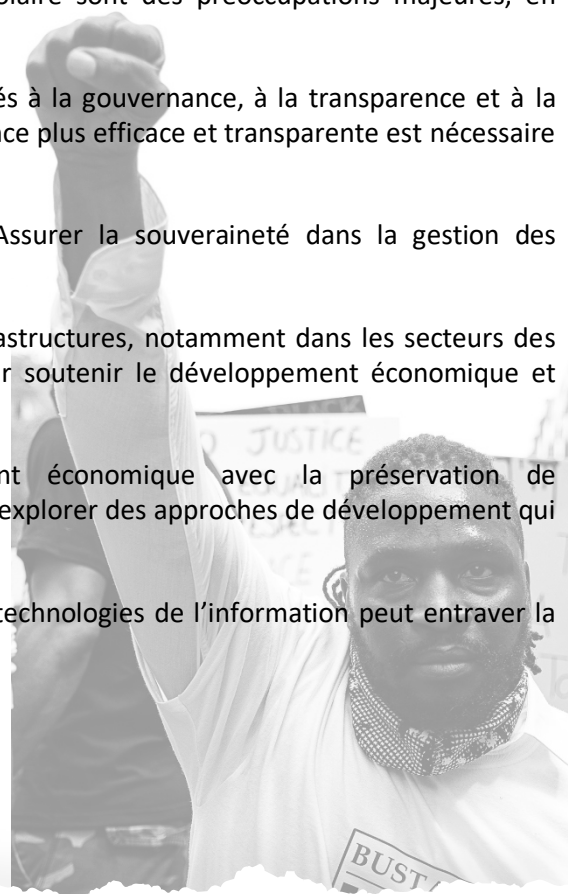


Les enjeux & défis du Sénégal



Le Sénégal rencontre un éventail de problématiques complexes, similaire à beaucoup d'autres nations en voie de développement. Notre initiative P.A.S.S. vise à aborder les enjeux fondamentaux partagés par l'ensemble des pays africains en croissance, avec l'objectif de bâtir une communauté modèle où le bien-être n'est pas simplement un idéal, mais une réalité vécue.

- 1. Pauvreté et inégalités** : Malgré une croissance économique, une grande partie de la population sénégalaise vit toujours dans la pauvreté. Des inégalités socio-économiques persistent entre les zones urbaines et rurales.
- 2. Agriculture et sécurité alimentaire** : L'agriculture, bien qu'essentielle à l'économie sénégalaise, est vulnérable aux effets du changement climatique. Assurer la sécurité alimentaire et diversifier les moyens de subsistance en milieu rural sont des défis importants.
- 3. Emploi et chômage des jeunes** : Le taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes, est un problème majeur. Le manque d'emplois formels contribue à l'émigration économique et à l'exode rural.
- 4. Santé publique** : Des problèmes de santé tels que la malnutrition, les maladies infectieuses et l'accès limité à des services de santé de qualité entravent le développement. Les crises sanitaires comme la COVID-19 ont révélé la fragilité des systèmes de santé.
- 5. Accès à une éducation de qualité** : Malgré des progrès dans le domaine éducatif, l'accès à une éducation de qualité reste un défi. L'analphabétisme et le décrochage scolaire sont des préoccupations majeures, en particulier dans les régions rurales.
- 6. Gouvernance et lutte contre la corruption** : Les problèmes liés à la gouvernance, à la transparence et à la corruption peuvent entraver le développement. Une gouvernance plus efficace et transparente est nécessaire pour optimiser l'utilisation des ressources.
- 7. Souveraineté dans la gestion des ressources naturelles** : Assurer la souveraineté dans la gestion des ressources naturelles est un objectif essentiel.
- 8. Infrastructures et services essentiels** : L'amélioration des infrastructures, notamment dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'eau potable, est cruciale pour soutenir le développement économique et améliorer la qualité de vie.
- 9. Développement durable** : Coordonner le développement économique avec la préservation de l'environnement représente un défi significatif. Le Sénégal doit explorer des approches de développement qui préservent les ressources naturelles.
- 10. Technologie et infrastructure numérique** : L'accès limité aux technologies de l'information peut entraver la progression économique.



Les orientations stratégiques du programme «P.A.S.S.»

L'initiative PASS suggère des mesures et interventions d'ampleur, notamment :

- ☞ La revitalisation de la croissance dans divers secteurs,
- ☞ L'accentuation de l'épanouissement humain durable,
- ☞ Le renforcement de la qualité de la gouvernance à des niveaux administratif, politique et juridique.



Des mutations profondes attendues dans les principaux domaines suivants :

- L'emploi des jeunes,
- la suppression de la pauvreté,
- l'alimentation et la sécurité alimentaire,
- la santé et le bien-être,
- l'éducation,
- la mise en avant de la dimension culturelle et sportive,
- l'égalité des sexes et le soutien aux activités de production de la femme,
- l'accès aux services sociaux, l'assainissement, l'environnement et l'amélioration du cadre de vie
- La gestion des ressources naturelles

Notre mode opératoire

Le développement du secteur éducatif.

Faire aux problèmes de grèves des enseignants, de qualité de l'enseignement, de faible taux de scolarisation et d'alphabétisation, surtout dans les zones rurales

Le Sénégal doit investir davantage dans l'éducation pour former les ressources humaines dont il a besoin pour son émergence.

Le renforcement du système de santé.

Améliorer l'accès aux soins de santé, la prévention et le traitement des maladies, la disponibilité des médicaments et des équipements, la motivation et la formation du personnel de santé

Le Sénégal doit aussi faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19, qui a affecté son économie et sa population.

La diversification et la compétitivité de l'économie.

Saisir les opportunités offertes par les découvertes de pétrole et de gaz, mais aussi diversifier ses sources de revenus, en développant les secteurs agricole, industriel, touristique, etc.

Le Sénégal doit aussi renforcer son intégration régionale et internationale, en améliorant ses infrastructures, sa fiscalité, son climat des affaires, etc.

L'indépendance et l'efficacité de la justice.

Garantir le respect de l'Etat de droit, la lutte contre la corruption, la protection des droits humains, la transparence et l'impartialité de la justice.

Le Sénégal doit aussi éviter les interférences politiques dans le fonctionnement de la justice, qui peuvent nuire à sa crédibilité et à sa légitimité.

La participation et l'inclusion citoyennes.

Le Sénégal doit favoriser l'engagement et la représentation des citoyens dans la vie politique, notamment des jeunes, des femmes, des minorités, des personnes vulnérables

Le Sénégal doit aussi promouvoir le dialogue social, le consensus national, la cohésion sociale et la paix civile.

Le développement du secteur éducatif



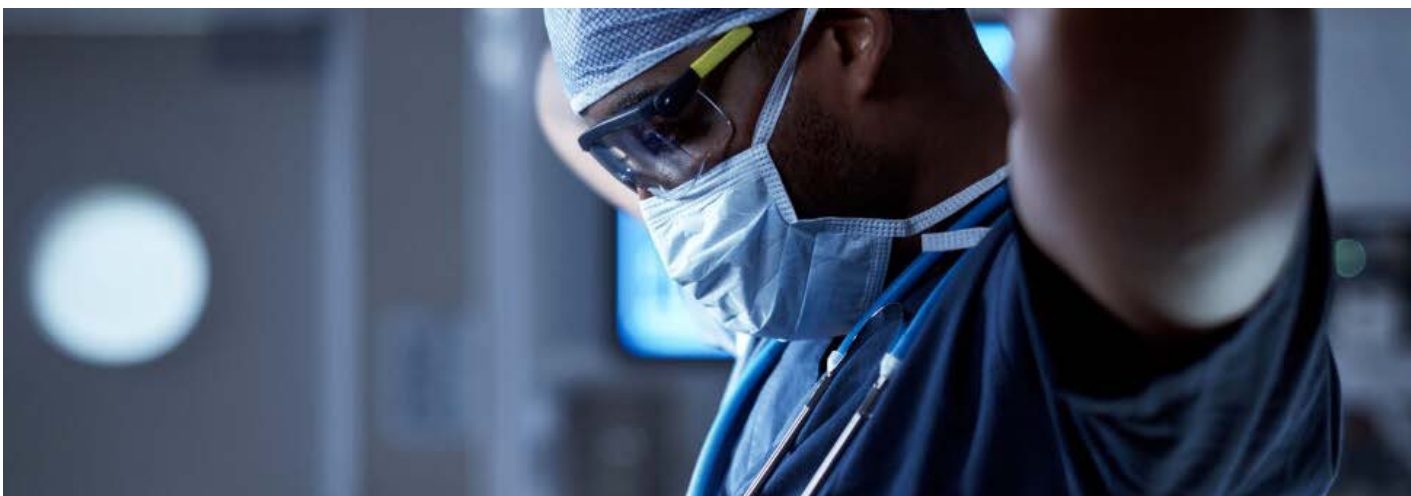
Il est essentiel que le Sénégal augmente ses investissements dans le domaine de l'éducation afin de développer les compétences humaines nécessaires à son développement. L'éducation, qui est l'un des fondements du développement humain, doit non seulement préparer les jeunes à intégrer les professions émergentes et à maîtriser les technologies modernes, mais aussi renforcer leur sens civique pour consolider notre patriotisme face aux influences culturelles extérieures.

Notre système éducatif sera revisité et modernisé par les principales actions ci-après :

1. **Amélioration de l'infrastructure scolaire** : Investir dans la construction et la rénovation des écoles, en particulier dans les zones rurales et défavorisées. Cela comprend la fourniture d'équipements modernes et la garantie d'un environnement d'apprentissage sûr et propice.
2. **Formation des enseignants** : Mettre en place des programmes de formation continue pour les enseignants afin de les tenir au courant des dernières méthodes pédagogiques et des technologies éducatives.
3. **Curriculum axé sur les compétences** : Réviser le curriculum pour qu'il soit plus axé sur les compétences et répondre aux besoins du marché du travail. Cela comprend l'intégration de l'enseignement des STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) et l'accent sur le développement des compétences du 21e siècle comme la pensée critique, la résolution de problèmes et la créativité.
4. **Technologie dans l'éducation** : Intégrer davantage la technologie dans l'éducation, par exemple en fournissant un accès à Internet dans toutes les écoles et en utilisant des outils d'apprentissage en ligne.
5. **Éducation inclusive** : Mettre en œuvre des politiques pour assurer une éducation inclusive pour tous, y compris les filles, les enfants handicapés et ceux issus de milieux défavorisés.
6. **Partenariats public-privé** : Encourager les partenariats entre le gouvernement, le secteur privé et les organisations non gouvernementales pour soutenir l'éducation.
7. **Formation professionnelle** : Mettre en place des programmes de formation professionnelle pour fournir aux jeunes les compétences nécessaires pour réussir sur le marché du travail.

Par ailleurs, je propose de créer un programme d'éducation civique qui mettra l'accent sur les valeurs de solidarité, de compassion, d'empathie et de respect. Ce programme sera intégré dans le système éducatif à tous les niveaux, de l'école primaire à l'université. Il comprendra des cours, des ateliers et des activités pratiques pour aider les citoyens à comprendre et à adopter ces valeurs dans leur vie quotidienne. De plus, nous encouragerons la participation active des citoyens dans la gestion des collectivités locales et la répartition des biens et services.

Le renforcement du système de santé.



Nous sommes résolument engagés à faire en sorte que chaque personne puisse jouir d'une accessibilité totale aux soins de santé, quel que soit son lieu de résidence. Pour réaliser cette vision, nous mettrons en place des actions concrètes qui changeront le visage de la santé dans tout le pays.

L'une de nos priorités sera de **construire des infrastructures médicales de qualité, non seulement dans les zones urbaines, mais aussi et surtout dans les régions rurales qui sont souvent délaissées**. Nous estimons que l'accès aux soins ne doit pas être entravé par la géographie, et c'est pourquoi nous accorderons une attention particulière à la fourniture de services médicaux de qualité dans les lieux les plus isolés de notre nation.



Nous sommes également conscients du rôle essentiel du personnel médical dans la fourniture de soins de santé. Pour cette raison, nous nous engageons à **pallier les manques de professionnels de la santé dans les zones où ils sont insuffisants**. Nous veillerons à recruter, former et affecter des professionnels qualifiés pour répondre aux besoins de chaque communauté, contribuant ainsi à améliorer l'accessibilité aux soins médicaux.

Par ailleurs, nous instaurerons en lieu et place de la CMU qui montre ses limites **une assurance maladie de base qui allégera les individus des coûts financiers liés aux soins de santé primaires**. Cette assurance pourra prendre en charge tout ou partie des dépenses médicales essentielles, permettant ainsi à tous les citoyens, quel que soit leur statut socioéconomique, de bénéficier des soins nécessaires sans subir de pressions financières excessives.

En définitive, notre objectif à moyen terme est d'opérer une transformation totale de notre système de santé pour qu'il puisse offrir à chaque citoyen des "services de santé préventifs et curatifs pour tous". Nous croyons fermement en la valeur intrinsèque de la santé de nos citoyens et en leur droit à un accès égal et universel à des soins de qualité. C'est dans cet esprit que nous œuvrerons sans relâche pour concrétiser cette vision ambitieuse et vitale pour le bien-être de notre nation.



La diversification et la compétitivité de l'économie



L'impact de la crise COVID et du conflit Russie-Ukraine, comme souligné dans le PAP2A, a mis en évidence la nécessité d'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire du pays. Cela implique de renforcer l'autonomie sur les produits de base et de promouvoir la consommation locale. Nous nous engageons à poursuivre et même à intensifier les efforts entrepris par le gouvernement actuel pour atteindre cet objectif essentiel pour le bien-être des Sénégalais.

Le secteur primaire au Sénégal contribue à environ 15% du PIB et emploie plus de 60% de la population active. Il est dominé par l'agriculture, l'élevage, la pêche. Cependant, il fait face à de nombreux défis, tels que la faible productivité, la dépendance aux aléas climatiques, l'insuffisance d'infrastructures, la faible valorisation des produits locaux et l'insécurité foncière. Malgré les efforts des gouvernements successifs pour développer ce secteur, les résultats attendus ont été contrariés pour plusieurs raisons:

1. Ressources halieutiques : Le secteur de la pêche a subi un recul à cause de la diminution des débarquements de la pêche artisanale liée à la raréfaction des ressources halieutiques.
2. Élevage : Le sous-secteur de l'élevage a enregistré un repli.
3. Manque de ressources en eau : Le manque de ressources en eau suffisantes est un problème majeur pour le secteur primaire.
4. Rareté des moyens technologiques : La rareté des moyens technologiques est un autre défi
5. Exode rural : L'exode rural a également une incidence sur le secteur primaire.
6. Choix de production controversés : Certains choix de production, comme la prédominance à la culture de l'arachide, sont controversés.

Une réforme du secteur primaire au Sénégal pourrait viser à renforcer sa compétitivité, sa durabilité et sa résilience, en s'appuyant sur les opportunités offertes par le dividende démographique. Pour cela, il faudrait :

- ☞ **Accroître l'accès des jeunes à la formation, au financement, au foncier et aux technologies adaptées** pour les inciter à s'installer en agriculture et à développer des activités innovantes et rentables.
- ☞ **Promouvoir l'entrepreneuriat agricole et l'agro-industrie**, en facilitant l'intégration des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles et en les accompagnant dans la création et la gestion de micro-entreprises.
- ☞ **Renforcer les capacités des organisations professionnelles agricoles et des institutions de soutien au secteur primaire**, en les impliquant dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques et en renforçant leur rôle de représentation et de plaidoyer.

👉 **Améliorer les infrastructures et les services ruraux**, en investissant dans l'irrigation, le stockage, le transport, l'énergie, la santé, l'éducation et la communication, afin de réduire les coûts de production, d'améliorer la qualité des produits et de faciliter l'accès aux marchés.

Ces mesures permettraient non seulement d'améliorer la sécurité alimentaire du pays, en augmentant la production et la disponibilité des denrées alimentaires locales mais aussi de créer des emplois décents et durables pour les jeunes, en leur offrant des perspectives d'avenir dans le secteur primaire.



DÉVELOPPER UNE AGRICULTURE DURABLE ET RÉSILIENTE

Nous voulons réorienter l'agriculture pour améliorer le niveau de vie, augmenter les revenus, stimuler l'emploi et promouvoir un aménagement territorial équilibré. Nous renforcerons la coopération entre l'agriculture et les autres secteurs. Nous investirons dans des infrastructures pour encourager des chaînes de valeur équilibrées.

Nos initiatives seront basées sur quatre axes : la gestion de l'eau, la revitalisation des sols, la modernisation des pratiques agricoles et pastorales, et la préservation des espaces forestiers. Nous rapprocherons les producteurs et les transformateurs locaux de l'arachide. Nous fournirons des semences adaptées, nous garantirons l'achat de la production, nous soutiendrons les huileries et nous supprimerons les maillons superflus. Notre objectif est de renforcer la sécurité alimentaire et de créer des emplois pour les jeunes et les femmes dans l'agrobusiness. En somme, notre engagement dans l'agriculture vise à promouvoir la sécurité alimentaire, à améliorer les conditions de vie, à stimuler l'économie rurale et à favoriser une gestion durable des ressources naturelles.

La transformation et la commercialisation de l'arachide sont d'une importance cruciale. Elles seront facilitées par une collaboration plus étroite entre les producteurs et les transformateurs locaux. Nous envisageons d'assainir le système de gestion et distribution des semences. De plus, une garantie d'achat de leur production sur une période fixée de façon inclusive sera mise en place. Les huileries en activité recevront un soutien, que ce soit par la suspension des importations d'huiles ou par l'application d'une TVA réduite. Notre but est d'éliminer les intermédiaires inutiles dans la chaîne de valeur pour protéger les acteurs impliqués et renforcer ainsi la sécurité alimentaire. Cette révolution agraire vise à offrir des opportunités d'emploi à 30% des jeunes dans le secteur agro-industriel, tout en favorisant la participation des femmes et des jeunes dans les segments les plus prometteurs de l'agrobusiness.

REHAUSSER LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

Notre ambition est de dynamiser le secteur de l'élevage pour assurer une sécurité alimentaire robuste, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité, l'augmentation du volume et la diversification des produits animaux. Pour y parvenir, nous envisageons de :

- Moderniser les installations et les équipements dédiés à l'élevage.
- Établir une certification de qualité pour les produits issus de l'élevage.
- Investir dans la recherche et le développement spécifiques au secteur.
- Former les participants de l'industrie dans des métiers tels que la boucherie et la gestion pastorale.
- Soutenir financièrement la mise en place de boucheries modernes et de différentes unités de transformation.
- Optimiser la génétique, la production, la productivité et la santé animale.
- Incorporer l'élevage dans les chaînes de production locales et structurer le secteur par filière.



STRATÉGIE POUR LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE

Pour faire progresser la lutte contre la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire, augmenter les opportunités d'emploi et stimuler la croissance économique, les initiatives suivantes seront mises en œuvre :

Optimisation de la Gestion des Ressources Halieutiques: Des efforts seront déployés pour améliorer la gestion des stocks de poissons, revitaliser les écosystèmes aquatiques et prendre en compte les effets du changement climatique sur les activités de pêche.

Expansion et Valorisation de l'Aquaculture: Nous envisageons de renforcer le secteur de l'aquaculture et de promouvoir la transformation locale des produits, afin d'ajouter de la valeur à l'économie.

Réorientation de la Commercialisation: L'accent sera mis sur le ciblage des marchés locaux, régionaux et internationaux pour la distribution des produits issus de la pêche et de l'aquaculture.

Renforcement de l'Intervention Étatique et Coopération Internationale: L'efficacité de l'intervention gouvernementale dans ce secteur sera améliorée, et nous chercherons à développer des partenariats sous-régionaux et internationaux pour une gestion plus efficace et durable des ressources aquatiques.



GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Pour garantir une gestion transparente, efficace et en faveur des citoyens concernant les ressources naturelles, une réorganisation de la politique actuelle est nécessaire. Dans ce cadre, une Commission Indépendante pour la Gouvernance des Ressources Naturelles (CIGRN) sera établie. Cette commission sera composée de représentants de divers secteurs de la société. Sa mission consistera à promouvoir une gestion durable des ressources naturelles en mettant l'accent sur la transparence, l'accessibilité pour tous, la lutte contre la fraude fiscale et la corruption, ainsi que l'élimination des droits non officiels et des privilèges exclusifs recherchés par des groupes particuliers.

RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES : ÉTAT ET SECTEUR PRIVÉ UNIS POUR L'AVENIR

Le Défi Actuel

Le Sénégal investit massivement dans ses infrastructures, mais fait face à des pertes importantes dues à l'inefficacité. Un déficit d'investissement annuel de 320 milliards de francs indique un besoin urgent de changement. Il est important que le Sénégal s'engage dans un effort multipartite pour renforcer ses infrastructures. Entre une initiative étatique proactive et une participation dynamique du secteur privé, inspirée par un patriotisme économique, le pays s'oriente vers un avenir prometteur en matière de développement et d'emploi.

Une Solution Audacieuse : Le programme ITP

Un Programme Stratégique pour des Investissements et Transformations Prioritaires vise à quadrupler les investissements en infrastructures à 2000 milliards de francs. L'objectif est d'adresser des domaines clés comme les transports, l'énergie et les télécommunications tout en créant des emplois pour la jeunesse.

Appel au Secteur Privé

Une participation effective du secteur privé est encouragée, guidée par un sens du patriotisme économique. Ce partenariat ambitieux non seulement d'apporter des fonds, mais aussi d'inciter à l'innovation et à l'efficacité.



Cadre Stratégique

Un cadre institutionnel approprié sera créé pour superviser et rationaliser les projets d'infrastructures. Des mesures spécifiques incluent l'ajustement des services de transport, la modernisation des équipements et l'amélioration de la compétitivité du port de Dakar.

Vers la Régionalisation

Des initiatives sont également en cours pour régionaliser le développement, assurant une croissance plus équilibrée et durable à travers le pays.



Malick Gakou

Suxxali Senegal

P.A.S.S.

PROGRAMME
ALTERNATIF
SUXXALI
SENEGAL



SANS UN ACCÈS FIABLE ET DURABLE À L'ÉNERGIE, LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE SONT DIFFICILEMENT ATTEIGNABLES !

L'énergie joue un rôle central dans le développement économique durable, agissant comme un catalyseur pour la production industrielle, la qualité de vie, l'innovation et l'équité sociale. Elle est essentielle pour le fonctionnement des entreprises, le bien-être des individus et la stimulation de la recherche et du développement. De plus, la transition vers des sources d'énergie durables est cruciale pour minimiser l'impact environnemental et garantir la viabilité à long terme.

Pour bâtir un avenir énergétique durable au Sénégal, une stratégie bien élaborée, appuyée par des chiffres et des ressources financières, est indispensable. Le plan prévoit huit étapes clés, avec un budget moyen annuel estimé à environ 180 milliards de FCFA sur une période de 7 à 10 ans. La première étape consiste en une évaluation des besoins et des ressources locales destiné à des études de viabilité pour cerner les besoins énergétiques de la prochaine décennie. La deuxième étape implique la modernisation du réseau énergétique visant à augmenter son efficacité de 20% en cinq ans. La troisième étape se concentre sur la diversification des sources d'énergie, allouant 60 milliards FCFA au solaire et 40 milliards à l'éolien, dans le but d'atteindre 30% d'énergie renouvelable d'ici 2030. Ensuite, des mesures incitatives fiscales permettront de stimuler les investissements dans les énergies renouvelables, avec l'objectif de les doubler en cinq ans. L'électrification des zones rurales est également une priorité pour atteindre une couverture de 90% d'ici 2030. Pour encourager un usage responsable de l'énergie, nous ferons des campagnes de sensibilisation afin de réduire la consommation énergétique par habitant de 10% en 5 ans. Ce plan ambitieux vise à équiper le Sénégal d'un système énergétique qui soit à la fois fiable et écologiquement durable.



TOURISME ET ARTISANAT : UNE APPROCHE POUR HARMONISER LA « TÉRANGA » AVEC L'EXPERTISE ARTISANALE SÉNÉGALAISE

Un plan ambitieux visera à propulser le Sénégal en tant que leader en Afrique dans les domaines du tourisme et de l'artisanat. Notre objectif est simple mais puissant : créer une synergie entre notre accueil légendaire, la "Téranga", et l'exceptionnelle expertise artisanale sénégalaise.

Nous déploierons un plan de développement en plusieurs volets. Le premier volet mettra l'accent sur l'amélioration de la qualité et de l'authenticité de nos produits locaux, y compris la création d'un label « Made in Senegal ». Le deuxième volet aura pour mission de moderniser nos infrastructures touristiques. Le troisième volet consistera à faire la promotion de notre artisanat local, tant sur le marché intérieur qu'international. Enfin, le quatrième volet ciblera la formation et la création d'emplois pour garantir un accueil et des services de haut niveau dans notre secteur touristique.

Nous allons également lancer une stratégie marketing robuste pour mettre en valeur le label «Made in Senegal » avec un investissement conséquent qui sera consacré à une campagne publicitaire mondiale.

Nous créerons également des partenariats stratégiques pour la distribution de nos produits dans des points de vente tels que les aéroports, les hôtels et les zones touristiques. Le gouvernement soutiendra les artisans grâce à des subventions et des incitations fiscales, rendant leurs produits à la fois compétitifs et accessibles. Des ateliers et des campagnes de sensibilisation seront organisés pour éduquer les consommateurs sur la valeur ajoutée de nos produits artisanaux.

En exécutant ce plan, nous mettrons en lumière le Sénégal sur la scène internationale, non seulement en tant que destination touristique de choix mais aussi comme source de produits artisanaux de qualité et authentiques.



CULTURE ET ARTS

Mon engagement est de faire de la culture sénégalaise un moteur de développement économique tout en préservant notre identité culturelle. Nous bâtirons un Sénégal où la culture est une source de fierté nationale et un levier de prospérité.

1. Exportation de notre Culture : Je m'engage à promouvoir activement notre culture à l'échelle internationale. Nous créerons des passerelles pour nos artistes, musiciens et cinéastes afin de les aider à se faire entendre et voir dans le monde entier. Nous organiserons des tournées culturelles, des festivals et des expositions pour mettre en avant nos talents locaux et attirer l'attention internationale.

2. Création d'une Industrie Culturelle Florissante : Nous travaillerons à développer une véritable industrie culturelle, en mettant l'accent sur la musique et le cinéma. Cela comprendra le soutien financier, la formation et la promotion de nos artistes et de nos créateurs. Nous faciliterons également l'accès aux financements et aux infrastructures nécessaires à la production artistique de qualité.

3. Effets Économiques Positifs : L'essor de notre industrie culturelle aura des répercussions économiques certaines. Nous créerons un écosystème favorable aux petites et moyennes entreprises dans les domaines de la mode, de l'hygiène et de la beauté, en favorisant la production locale de produits de qualité internationale. Cela générera des emplois et stimulera notre économie.

4. Préservation de notre Identité : En promouvant notre culture, nous éviterons les agressions culturelles et la perte d'identité au sein de nos populations, en particulier parmi notre jeunesse. Nous renforcerons notre fierté nationale en préservant et en célébrant nos traditions, notre musique, notre cinéma et notre art.

5. Transparence et Responsabilité : Nous garantirons une gestion transparente et responsable des fonds alloués à la promotion culturelle. Nous veillerons à ce que chaque dollar investi ait un impact maximal sur le développement de notre secteur culturel.

6. Éducation Culturelle : Nous introduirons des programmes éducatifs qui sensibiliseront nos citoyens, en particulier nos jeunes, à notre riche patrimoine culturel. Ils apprendront à apprécier et à respecter notre diversité culturelle.



Vers La Mise En Place D'un Programme D'industrialisation Durable

Pour accélérer la transformation du Sénégal en un nouveau pays industrialisé, une politique industrielle ambitieuse et durable est nécessaire. Notre vision s'articule autour de plusieurs axes essentiels, destinés à valoriser la petite et moyenne industrie, développer les chaînes de valeur dans plusieurs domaines et garantir une gestion responsable des principales ressources minières.

Le programme politique sur l'industrialisation vise à mettre en place un écosystème industriel équilibré et durable. Cela permettra de créer des emplois, d'augmenter la valeur ajoutée dans divers secteurs et d'éviter les pièges associés à la gestion des ressources naturelles. Seul un développement industriel inclusif et responsable peut garantir une prospérité durable pour tous les Sénégalais.

UNE VISION ÉQUILIBRÉE SUR LE PÉTROLE ET GAZ POUR UN AVENIR DURABLE AU SÉNÉGAL

Mon engagement, si je suis élu, sera de veiller à ce que les revenus issus de ces découvertes profitent à tous les Sénégalais, en soutenant la diversification économique, en renforçant la transparence et en garantissant que nos ressources naturelles sont une bénédiction durable pour notre nation, et non une source de déstabilisation.



Les récentes découvertes d'hydrocarbures au Sénégal sont une bénédiction, mais elles pourraient rapidement se transformer en malédiction si nous ne gérons pas judicieusement cette manne. Notre pays court le risque de concentrer tous ses efforts sur ce secteur, négligeant ainsi d'autres domaines cruciaux pour notre économie et notre société. Une telle focalisation pourrait entraîner une dépendance excessive vis-à-vis de l'étranger, rendant notre économie vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux des hydrocarbures. Si nous laissons la culture de la rente s'installer, elle pourrait étouffer notre esprit d'innovation, de diversification et d'entrepreneuriat, piliers essentiels d'une économie robuste et dynamique. De plus, ces richesses pourraient creuser davantage le fossé des inégalités, alimentant les tensions sociales et la corruption, et affaiblissant nos institutions publiques.

Un cadre de surveillance et de gouvernance stratégique inclusive sera mis en place. Il sera l'instance suprême de représentation des intérêts du peuple à qui appartient ces ressources et veillera sur :

1. **Monitoring Intersectoriel:** Nous prendrons des mesures pour éviter que l'exploitation pétrolière et gazière n'affecte négativement d'autres secteurs tels que la pêche, l'agriculture et la protection de l'environnement.
2. **Indépendance Énergétique:** Les contrats existants seront révisés pour assurer une indépendance et une souveraineté maximales en matière d'approvisionnement en pétrole brut.
3. **Patriotisme Économique:** Nous œuvrerons dans un esprit de patriotisme économique à équilibrer le nombre de sociétés nationales de pétrole avec les entreprises étrangères opérant dans le pays, afin de garantir que les bénéfices de ces ressources profitent au maximum au Sénégal.

POSITIONNER LE SÉNÉGAL COMME LA RÉFÉRENCE NUMÉRIQUE DE L'AFRIQUE

Le Sénégal, avec sa richesse culturelle, historique et sa position géographique stratégique, a toutes les cartes en main pour se positionner comme le hub numérique de l'Afrique. Nous envisageons un Sénégal où la technologie n'est pas seulement consommée, mais créée et innovée ici, au cœur de Dakar, Saint-Louis, et chaque coin de notre nation. En investissant massivement dans la formation digitale de nos jeunes, en encourageant les start-ups innovantes et en créant une infrastructure numérique robuste, nous pourrions non seulement créer des emplois pour notre jeunesse, mais aussi attirer des talents et des investissements du monde entier.

Notre vision est celle d'un Sénégal interconnecté, où chaque citoyen, qu'il soit en milieu urbain ou rural, a accès à l'Internet haut débit et aux opportunités qu'offre le monde numérique. En renforçant nos partenariats avec les géants technologiques et en promouvant la recherche et le développement ici même au Sénégal, nous ambitionnons de devenir le cœur battant de l'innovation numérique en Afrique. En nous appuyant sur notre héritage, notre diversité et notre dynamisme, le Sénégal sera non seulement reconnu comme une terre d'opportunité pour le numérique, mais aussi comme le phare qui guide l'Afrique vers l'ère digitale.

STRATÉGIE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES PME/PMI/TPE ET LA FORMALISATION DU SECTEUR INFORMEL

Il est impératif de reconnaître la valeur ajoutée des PME et du secteur informel à notre économie. En adoptant une approche proactive et collaborative, nous aspirons à créer un environnement propice à la croissance, tout en transformant les défis en opportunités pour une intégration harmonieuse de ces acteurs dans l'économie formelle.

Stimuler la Croissance des PME/PMI/TPE

1. **Marchés Publics:** Afin de dynamiser le tissu économique local, nous nous engageons à réserver au minimum 30% des marchés publics aux PME nationales, s'alignant ainsi sur les meilleures pratiques internationales. Cette initiative permettra non seulement de renforcer les capacités des PME mais également d'encourager les synergies entre le secteur public et privé.
2. **Soutenir les « champions nationaux » :** En promouvant un partenariat entre l'État et le secteur privé national, nous entendons développer des clusters industriels et mettre en avant nos « champions nationaux » dans les secteurs clés de l'économie.
3. **Sous-traitance nationale :** Nous encouragerons activement la création d'un réseau dynamique de PME nationales spécialisées en sous-traitance, en particulier dans les secteurs des BTP, du pétrole et des mines.
4. **Un accent particulier sera mis sur l'agroalimentaire,** en liaison avec les filières agrosylvopastorales et halieutiques. Nous veillerons à la transformation locale des ressources agricoles, pastorales et halieutiques, encourageant ainsi le développement économique des régions proches des lieux de production.

Transition du Secteur Informel vers l'Économie Formelle

1. **Cadre Réglementaire :** Un cadre réglementaire adapté sera instauré, offrant une fiscalité avantageuse, des procédures d'enregistrement simplifiées et un statut bien défini pour les acteurs du secteur informel.
2. **Soutien Financier :** Des fonds spécifiques de prêt et de garantie seront créés pour assister les entrepreneurs du secteur informel, tout en proposant une couverture sociale adaptée à leurs réalités et besoins.
3. **Éducation et Formation :** Nous organiserons des ateliers et des sessions de formation axées sur la gestion d'entreprise, la finance et la compréhension du cadre réglementaire pour outiller les acteurs du secteur informel.
4. **Collaboration avec la Société Civile :** Le partenariat avec des associations locales et organisations de la société civile est essentiel pour bien cerner les défis du secteur informel et proposer des solutions adéquates.
5. **Infrastructures :** Le développement d'infrastructures adaptées, notamment dans les zones urbaines, permettra de faciliter les activités du secteur informel en améliorant l'accès au marché et en offrant des espaces de vente sécurisés.



Gouvernance Économique Et Intégrité Financière Au Sénégal : Pour Une Économie Forte Et Transparente

Le Sénégal, à l'image de nombreux autres pays, est à un carrefour économique crucial. Les défis liés à la gestion des finances publiques, la mise en place d'un budget équilibré et la lutte intransigeante contre la corruption exigent une attention particulière. Si nous souhaitons construire une économie nationale solide et souveraine, il est impératif de repenser et de réajuster nos mécanismes financiers et nos pratiques de gouvernance.



FINANCEMENT ÉQUILIBRÉ POUR UNE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE

La sous-bancarisation observée au Sénégal met en lumière les défis auxquels sont confrontées nos entreprises, en particulier les PME et PMI. L'avenir économique de notre nation nécessite une réforme profonde de son mode de financement. La mise en œuvre d'un programme robuste axé sur le développement du système financier vise précisément à améliorer les conditions de financement de l'entreprise nationale. Cette démarche aura pour objectif de corriger le déséquilibre du financement, garantissant ainsi une plus grande souveraineté économique pour le Sénégal.

RENFORCER L'ÉTHIQUE ET LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION PUBLIQUE

Les marchés de l'État ne doivent pas simplement être perçus comme des instruments d'échange économique; ils doivent aussi encourager la formalisation des activités économiques. En faisant des marchés publics un levier pour la transition du secteur informel vers le formel, nous instaurons une culture d'entreprise plus transparente et responsable.

L'efficacité de notre fiscalité et la qualité de la dépense publique sont deux piliers essentiels d'une gouvernance économique robuste. Une gestion plus rigoureuse et transparente des finances publiques est nécessaire. Elle implique de mettre en place des critères objectifs pour l'ordonnancement des dépenses publiques, assurant ainsi responsabilité, transparence et justice sociale. Pour compléter cette réforme, une augmentation du taux de recouvrement des impôts est également prévue, visant à garantir les ressources nécessaires pour le développement national.

VERS UN SÉNÉGAL ÉCONOMIQUEMENT RESPONSABLE ET PROSPÈRE

Il est clair que le chemin vers une économie sénégalaise forte et intègre demande des efforts conséquents et des décisions courageuses. Avec ces mesures, nous engagerons le Sénégal résolument vers une gouvernance économique exemplaire, posant les fondations pour une prospérité durable et équitable pour tous ses citoyens

ZERO TOLERANCE POUR LA CORRUPTION

STRATÉGIE NATIONALE POUR ÉRADIQUER LA CORRUPTION

Notre pays se trouve à un carrefour critique. La corruption et la fraude, qui ont longtemps freiné notre élan collectif, doivent être éliminées afin d'ouvrir la voie à un avenir plus prometteur et équitable. Nous sommes déterminés à éliminer la corruption de notre tissu social et à instaurer un climat de transparence et de justice, car c'est votre droit en tant que gardiens de notre démocratie. Ensemble, nous bâtirons un avenir où l'intégrité et la probité sont les piliers de notre nation.

Pour mener cette lutte indispensable, nous adopterons une approche holistique, combinant des stratégies préventives et punitives, et impliquant toutes les couches de la société.

Le mal profond de la corruption à grande échelle, souvent perpétré par des individus en col blanc, ne sera pas négligé. Nous intégrerons des unités spéciales de l'OFNAC (Office National de Lutte contre la Fraude et la Corruption) dans chaque ministère pour surveiller de manière proactive les transactions et garantir la bonne utilisation des fonds publics. Parallèlement, des tribunaux spécialisés, dotés de juges experts en matière de corruption, seront mis en place. Leur rôle ne se limitera pas seulement à l'accélération des procédures judiciaires, mais inclura également la dissémination transparente d'informations concernant le statut des affaires en cours.

La transparence sera notre bouclier contre la corruption. Nous instaurerons des mécanismes de divulgation en temps réel pour que chaque citoyen puisse accéder à des informations précises sur les affaires publiques. Dans le même esprit, nous créerons une plateforme sécurisée permettant de signaler anonymement toute activité suspecte. Votre voix, en tant que citoyens, sera non seulement entendue mais aussi protégée.

Pour couronner cette approche, nous mettrons en place des législations rigoureuses sur la transparence financière, le blanchiment d'argent et l'obligation pour les hauts fonctionnaires de déclarer leurs intérêts et leur patrimoine. Nous adhérerons également aux conventions internationales relatives à la lutte contre la corruption et veillerons à leur mise en œuvre effective.

Enfin, nous allons restructurer et renforcer les institutions clés de contrôle telles que la Cour des Comptes, la Vérification Générale de l'État (VGE), l'OFNAC, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), et la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).

Un Pacte Social pour Éradiquer la Pauvreté et Renforcer le Bien-être Au Sénégal

Amplifier Le Rôle Des Femmes, De La Famille Et Des Groupes Vulnérables: Une Vision Intégrée



AUTONOMISATION DES FEMMES ET ÉGALITÉ DES CHANCES

Nous nous consacrons à renforcer l'autonomie des femmes en éliminant les obstacles qui entravent leur pleine participation dans divers secteurs clés. Des initiatives seront lancées pour encourager l'éducation des femmes et leur alphabétisation, ainsi que pour stimuler leur pouvoir économique par des programmes de microfinance et des lignes de crédit flexibles. De plus, nous visons à augmenter la présence féminine à 25% dans les postes de leadership en valorisant leurs compétences.

SOUTIEN À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

Je propose la création du Programme National d'Assistance Familiale pour l'Éradication de la Pauvreté (PNAFEP). Ce programme comportera une allocation familiale universelle, un bonus éducatif pour les familles dont les enfants sont scolarisés, ainsi que des aides alimentaires et sanitaires. Il offrira également des formations professionnelles pour les adultes et un accès prioritaire aux services de santé. Une aide au logement sous forme de coupons sera aussi disponible. Le but est de réduire la pauvreté de moitié en cinq ans, en finançant ce programme par des taxes progressistes et des aides internationales.

En ce qui concerne l'éducation religieuse, nous mettrons à jour et moderniserons les "daaras" pour offrir un environnement éducatif bien équilibré qui combine enseignements religieux et compétences pratiques. Un Fonds de Soutien aux Daaras sera créé pour faciliter cette transformation.

PROTECTION DES ENFANTS ET DES GROUPES VULNÉRABLES

Des mesures concrètes seront prises pour éradiquer les formes dangereuses de travail des enfants, y compris la mendicité monétisée. Des alternatives solides comme l'adoption ou le placement dans des centres spécialisés seront proposées pour les enfants abandonnés.

BIEN-ÊTRE DES AÎNÉS ET SÉCURITÉ SOCIALE

Je propose le Programme National de Soutien aux Aînés (PNSA) visant à assurer une vie digne pour les personnes âgées. Ce programme garantira une allocation financière équivalente au salaire minimum vital, un accès facilité aux services de santé et des initiatives pour combattre l'isolement social. Il s'agit d'un engagement à valoriser et protéger nos aînés, contribuant ainsi au bien-être général de notre société.

INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Nous développerons un cadre législatif et des mesures pour garantir que les personnes handicapées jouissent des mêmes droits civils et humains que tous les citoyens. Un fonds dédié à l'achat d'équipements adaptés sera établi, ainsi qu'un réseau de soutien intégral financé de manière pérenne pour les personnes en situation de handicap.

ENVIRONNEMENT, BIEN-ÊTRE ET CADRE DE VIE AU SÉNÉGAL: UNE STRATÉGIE HOLISTIQUE

Environnement et Citoyenneté Active : la participation citoyenne dans la sauvegarde de l'environnement sera encouragée. Nous allons initier des programmes éducatifs et des campagnes de sensibilisation sur l'importance d'un environnement sain. Des forums communautaires seront organisés pour discuter de la gestion durable des ressources, notamment pétrolières, en promouvant la transparence et en luttant contre la corruption.

Gestion du Littoral : la gestion responsable de notre littoral est un enjeu qui nécessite une implication forte du gouvernement et des collectivités territoriales impliquées. Si je suis élu, nous initierons des programmes éducatifs et des campagnes de sensibilisation pour souligner l'importance de maintenir un environnement sain, tout en mettant l'accent sur la protection de nos côtes et de nos zones maritimes. La question cruciale de la conservation du littoral sera abordée dans un cadre plus large qui inclut l'affaissement du tourisme balnéaire et le cadre de vie des populations autochtones afin de créer un avenir plus durable et transparent pour notre beau pays.

Bien-être et Qualité de Vie : nous nous engageons à améliorer la qualité de vie des citoyens à travers des initiatives qui favorisent un environnement propre, des espaces verts, et un accès à des services de santé de qualité. La mise en place de zones de loisirs, de parcs et de systèmes de transport en commun écologiques contribuera au bien-être de tous.

LE COÛT DE LA VIE

Le coût de la vie à Dakar est élevé en raison de plusieurs facteurs. On peut citer les coûts importants des biens importés, le coût des loyers et des services publics, et l'inefficacité du système de transport. En plus, la structure fiscale actuelle alourdit le coût de certains biens de première nécessité. Pour aborder ces défis, diverses solutions peuvent être mises en place. Stimuler la production locale aiderait à diminuer la dépendance aux importations et, par conséquent, à baisser les prix. Une révision de la fiscalité sur les produits essentiels pourrait également avoir un impact positif direct sur le coût de la vie. La mise en œuvre d'un système de transport en commun plus efficace contribuerait à diminuer les dépenses de déplacement des habitants. Encourager une concurrence saine et surveiller les pratiques de fixation des prix pourraient aussi contribuer à rendre la vie à Dakar plus abordable. En intégrant ces mesures de manière coordonnée, il est possible de réduire le coût de la vie sans compromettre la qualité de vie.



SUR L'ÉMIGRATION CLANDESTINE

Notre pays est à un carrefour crucial et l'un des défis auxquels nous faisons face est celui de l'émigration clandestine. C'est une question qui nous concerne tous. Travaillons ensemble pour construire un Sénégal où chaque citoyen peut réaliser son potentiel, un Sénégal qui inspire la fierté et non le désespoir !

D'un point de vue économique, nous ne pouvons ignorer que l'émigration nous prive de nos jeunes talentueux et compétents. Il est difficile de bâtir un avenir prospère si notre jeunesse considère que la seule voie vers le succès se trouve à l'étranger.

Sur le plan social, la dislocation des familles et les risques auxquels sont exposés nos frères et sœurs qui tentent la traversée périlleuse vers un avenir incertain sont insupportables. Le prix de l'émigration clandestine est souvent payé en vies humaines, un coût trop élevé pour toute nation qui se respecte.

Politiquement, Nos relations avec les pays voisins et les pays de destination sont en jeu, tout comme notre réputation en tant que nation qui respecte les droits humains. Et n'oublions pas l'impact culturel. Nos traditions, notre patrimoine, tout ce qui fait de nous des Sénégalais est en danger lorsque nos jeunes choisissent de quitter leur patrie. Il ne s'agit pas uniquement de renforcer la sécurité à nos frontières, mais aussi de créer des opportunités économiques, d'investir dans l'éducation et de renforcer les services sociaux pour que nos jeunes puissent rêver d'un avenir ici, au Sénégal.



ÉDUCATION INNOVANTE POUR UN AVENIR PROMETTEUR

Pour revitaliser l'espoir des jeunes, une réforme en profondeur du système éducatif est indispensable. Nous nous engageons à optimiser la gestion éducative, à réduire les perturbations scolaires et à garantir une bourse d'études adéquate à tous les étudiants sénégalais inscrits dans des universités publiques. Pour rendre notre système éducatif plus adaptatif et pertinent, nous créerons de nouvelles filières et cursus qui tiennent compte des réalités du marché du travail, y compris du secteur informel.

EMPLOI ET FORMATION POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE

Notre vision pour le marché du travail repose sur une gouvernance renforcée et une programmation efficace. Un programme spécifique sera développé pour permettre aux petites entreprises de s'élever vers des niveaux plus avancés, avec des formations ciblées pour les artisans et les petits métiers. Des "emplois d'avenir" seront lancés pour encourager l'embauche de jeunes moins qualifiés, grâce à des incitatifs financiers pour les employeurs. De plus, un fonds sera créé pour appuyer les formations professionnelles, en particulier pour les jeunes en milieu rural et les personnes analphabètes.

SOUTIEN SOCIAL ET AUTONOMIE FINANCIÈRE

En complément de la bourse d'études, nous proposerons un programme spécial pour accompagner les jeunes sénégalais diplômés à la recherche d'emplois. Ce programme bénéficiant d'une allocation budgétaire spécifique, a pour objectif de faciliter leur transition vers l'emploi et l'autonomie financière, tout en renforçant leur intégration sociale.



Le sport deviendra une industrie clé pour le développement économique



Notre vision ambitieuse vise à professionnaliser le secteur sportif tout en intégrant pleinement le développement économique. Nous souhaitons exploiter le dividende démographique pour propulser le Sénégal au sommet en tant que nation sportive éminente, tout en créant des opportunités économiques significatives.

Un système sportif de premier ordre sera conçu pour renforcer l'unité nationale, promouvoir l'éducation civique, soutenir les valeurs olympiques et améliorer la santé publique, mais aussi pour stimuler la croissance économique. Nous reconnaissons que le sport a un potentiel énorme en tant qu'industrie, créant des emplois et stimulant d'autres secteurs de l'économie.

Nos principales priorités incluent la modernisation complète de la gestion administrative et juridique du sport, en mettant en place des normes élevées de gouvernance et de transparence. Cela favorisera un environnement propice aux investissements, tant nationaux qu'étrangers, dans l'industrie sportive sénégalaise. Nous prévoyons de collaborer étroitement avec le secteur privé pour développer des infrastructures sportives de classe mondiale et promouvoir des événements sportifs d'envergure internationale.

La revitalisation du sport au sein des écoles, des universités, de l'armée et des personnes handicapées sera accompagnée de programmes de formation et de développement visant à créer une main-d'œuvre qualifiée et compétente. Cela contribuera non seulement à la performance sportive, mais aussi à la création d'emplois dans divers secteurs liés au sport, tels que la gestion d'événements, la médecine sportive, la nutrition et le marketing sportif.

En encourageant l'engagement des collectivités locales dans le développement et la maintenance des installations sportives de proximité dans chaque communauté, nous favoriserons le développement économique au niveau local. Les événements sportifs locaux et nationaux attireront des visiteurs, stimulant ainsi le secteur du tourisme et créant des opportunités économiques locales.

En capitalisant sur notre dividende démographique en pleine croissance, nous sommes déterminés à renforcer notre position dans le domaine du sport tout en contribuant de manière significative au développement économique du Sénégal. Nous aspirons à devenir une référence internationale en matière de sport, tout en offrant des avantages tangibles à notre société et à notre économie.



Une nouvelle approche pour la sécurité nationale



À l'ère d'une géopolitique mondiale en constante évolution, le Sénégal est confronté à des défis multidimensionnels en raison de sa richesse en ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, l'or et autres minéraux. Dans ce contexte, notre priorité est de bâtir une stratégie de sécurité nationale robuste pour garantir à la fois la stabilité du pays et la sûreté de ses habitants.



En tant que candidat, je m'engage à mettre en œuvre une stratégie de sécurité nationale au Sénégal centrée sur :

- La sécurité des citoyens.
- La confiance envers les institutions.
- Des institutions de sécurité respectueuses des droits humains.
- Une allocation judicieuse des ressources de sécurité.
- Une optimisation des aides et partenariats internationaux.
- Un environnement propice aux investissements.
- La coopération régionale.
- Un développement économique durable.

La Sécurité des Citoyens : un Impératif pour la Confiance Publique

La première des sécurités est celle des citoyens. Nous sommes déterminés à instaurer une forte confiance entre la population et les institutions étatiques. Un environnement sécurisé est essentiel pour créer les conditions favorables au développement humain et à la croissance économique que nous souhaitons impulser.

Inclusion et Participation : la Sécurité est l'Affaire de Tous

Nous mettrons en place des programmes de formation et d'information pour assurer une large adhésion et compréhension de notre stratégie de sécurité. Cette démarche sera élaborée en collaboration étroite avec tous les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux concernés, incluant les ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères, ainsi que l'Assemblée nationale, les gouvernements locaux, et les groupes communautaires, religieux et civils.

Synergie entre Sécurité Nationale et Gestion des Ressources Naturelles

Il est vital de lier la sécurité nationale à une gestion responsable des ressources naturelles. Nous travaillerons à établir une gouvernance transparente et durable de ces ressources, tout en sécurisant les investissements dans le secteur. Notre objectif est d'assurer la protection des intérêts nationaux et environnementaux, tout en promouvant un climat propice à une croissance économique durable.

En somme, notre vision est celle d'une sécurité intégrée et d'une gestion participative des ressources, destinées à renforcer la stabilité, protéger les citoyens et préserver notre environnement pour les générations futures.



SUR L'INTERNATIONAL: COMMERCE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Dans le domaine du commerce international, ma vision repose sur l'ouverture des portes pour favoriser l'internationalisation du commerce sud-sud, en particulier avec nos pays voisins. Cela se réalisera par une politique commerciale cohérente et inclusive qui soutient à la fois l'agriculture et l'industrie, tout en facilitant l'accès des produits locaux à ces marchés. Notre objectif est de promouvoir le commerce intrarégional et interafricain en mettant en œuvre les protocoles de la CEDEAO pour la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux. De plus, nous chercherons à importer des biens primaires, intermédiaires et des équipements pour développer des industries orientées vers l'exportation de produits à haute valeur ajoutée, en favorisant l'entrée des investissements directs étrangers et le transfert de technologies.

VALORISATION DE LA DIASPORA POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :

Nous croyons fermement au potentiel de la diaspora en tant que levier essentiel pour le financement du développement économique local. Pour concrétiser cette vision, nous procéderons à un recensement complet des ressortissants sénégalais vivant à l'étranger, afin de mieux orienter leurs ressources financières vers des investissements stimulant notre économie locale. La création d'un Fonds Solidaire Diaspora (FSD) d'une valeur de 1000 milliards de FCFA favorisera le financement de projets et la création d'entreprises locales. Nous mettrons également en place un mécanisme d'épargne codéveloppement avec des exonérations progressives des taxes pour encourager les migrants à investir dans des projets locaux.

REDÉFINIR LES CONSULATS ET RENFORCER LEUR MISSION DIPLOMATIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Nous réformerons les consulats pour en faire des entités apolitiques dédiées aux besoins et intérêts de nos citoyens à l'étranger. Les nominations consulaires se baseront sur l'expertise et l'expérience, et les consulats auront un rôle accru dans la diplomatie, l'attraction d'investissements, la promotion des opportunités commerciales et le soutien social aux expatriés. Cette approche garantira que nos consulats servent efficacement nos concitoyens à l'étranger tout en renforçant notre présence diplomatique et notre impact économique au niveau international.

Gouvernance démocratique & sociale



Vers une justice impartiale qui jouit de l'acceptation populaire !

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION ET RENFORCEMENT DÉMOCRATIQUE

Nous proposons d'amender une nouvelle Constitution, en nous inspirant des Assises Nationales et de l'Avant-projet de Constitution de la CNRI. Cela servira de base à une gouvernance plus équitable et responsable. Notre vision repose sur le renforcement démocratique, encourageant une gouvernance vertueuse et la participation citoyenne active. Nous prévoyons la mise en place de réunions publiques régulières et d'une plateforme en ligne conviviale pour que les citoyens puissent directement exprimer leurs préoccupations et idées aux dirigeants gouvernementaux. Nous instaurerons également des procédures de consultation formelle pour les projets de lois et les politiques majeures. Enfin, nous organiserons des débats médiatiques entre les responsables politiques et les citoyens pour promouvoir un dialogue transparent et ouvert.

MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET GARANTIE DES DROITS

La modernisation de l'administration publique est essentielle pour une gouvernance efficace. Nous prévoyons la mise en œuvre d'un système de gestion électronique des documents pour rationaliser les processus administratifs et réduire la bureaucratie. Des plateformes en ligne pour les services gouvernementaux seront créées pour faciliter l'accès aux services et aux informations pertinentes. Nous formerons le personnel administratif aux nouvelles technologies et aux meilleures pratiques pour améliorer l'efficacité et la qualité des services. En outre, nous établirons des normes de transparence, notamment la publication régulière de rapports sur les dépenses gouvernementales et les performances administratives. Pour garantir l'égalité des citoyens et le respect des droits, nous prévoyons des formations sur les droits humains et l'égalité pour les forces de l'ordre et le personnel judiciaire, ainsi que des lignes d'assistance gratuites pour signaler en toute confidentialité les violations des droits humains. Nous favoriserons également l'inclusion des groupes marginalisés par le biais de politiques ciblées et de campagnes de sensibilisation dans les médias et les écoles.

RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Renforcement de l'Architecture de la Justice

Nous examinons les réformes institutionnelles visant à renforcer notre système judiciaire. Nous évaluerons l'efficacité et l'accessibilité du système judiciaire existant, identifiant les lacunes et les besoins de réforme. Pour traiter des questions complexes, nous envisageons l'introduction de nouvelles juridictions spécialisées, telles que les droits de l'environnement et les droits des enfants.

Réforme du Pouvoir Exécutif et Législatif

Nous proposons des réformes pour le pouvoir exécutif, notamment l'établissement de critères clairs et objectifs pour les nominations gouvernementales, la mise en place de procédures d'appel ouvert à candidatures pour les postes clés, et l'introduction d'incitations basées sur le mérite et les résultats. Pour le pouvoir législatif, nous envisageons un système électoral basé sur une liste proportionnelle directe par département pour garantir une représentation équitable des opinions, ainsi que des limitations sur le cumul des mandats et la durée des mandats consécutifs pour promouvoir la rotation des dirigeants et éviter l'accumulation excessive de pouvoir.

Réforme du Pouvoir Judiciaire

Pour le pouvoir judiciaire, nous proposons la création d'une Cour Constitutionnelle pour renforcer le contrôle constitutionnel et garantir le respect des droits fondamentaux. Nous établirons une connexion entre la Cour Constitutionnelle et le Conseil Supérieur de la Magistrature pour assurer une supervision et une gouvernance judiciaire cohérentes. En adoptant ces réformes institutionnelles, nous renforcerons la transparence, l'équité et la confiance des citoyens dans nos institutions.

GAKOU 2024 POURQUOI ?

Un itinéraire exceptionnel, social, intègre et
entrepreneurial qui force le respect et
l'admiration.



Malick Gakou Avec le P.A.S.S.

INTÈGRE

Homme libre de ses choix politiques, Gakou est l'une des rares personnalités ayant occupé de très hautes fonctions de l'administration avec des mains propres

COMPÉTENT

Travailleur patriotique Gakou a réussi à sortir de la misère grâce à son travail acharné, son intelligence, sa détermination, son sens des affaires et a atteint le sommet d'une classe sociale à laquelle il n'était pas destiné."

INCLUSIF

Gakou 2024 valorise l'inclusion et honore chacun, indépendamment de sa race, de son sexe ou de sa croyance

VISIONNAIRE

Gakou 2024 offre une vision tournée vers l'avenir, ancrée dans l'innovation, la justice sociale et la durabilité.

P.A.S.S.

PROGRAMME
ALTERNATIF
SUXXALI
SENEGAL

Yoonu Ndaam Li